

# L'Humanité rouge

Proletaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mercredi  
3 mars 1976

No 440  
1,50 F

B.P. 61  
75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72  
La Source

Commission paritaire  
No 47 291

## Grincements de dents à Moscou

Le 25<sup>e</sup> Congrès du parti révisionniste soviétique n'aura pas été celui de l'unanimité. Les contradictions entre le PCUS et les partis révisionnistes ouest-européens y sont apparues au grand jour. L'intervention du parti révisionniste de Grande-Bretagne a même été accompagnée de nombreux remous de désapprobation dans la salle. Quelle est donc la nature de ces contradictions ? L'attitude du PCF est à cet égard pleine d'enseignements.

Il n'y a pas si longtemps les dirigeants du PCF hurlaient à l'antisoviétisme quand étaient dénoncées des manifestations de la dictature fasciste régnant en URSS. Ils cherchaient à faire croire que la tendance y était à l'approfondissement de la démocratie. Aujourd'hui, Marchais déclare qu'il existe des divergences entre le PCF et le PCUS à propos de la « démocratie socialiste ». C'est même pour cette raison qu'il explique son absence du congrès de Moscou. Pourquoi ce changement d'attitude ? Parce que le PCF est réellement attaché à la « démocratie » ? Allons donc ! Les camps de concentration, les asiles psychiatriques existaient il y a un an, et cela n'empêchait pas Marchais de faire l'éloge de l'URSS. Ce changement d'attitude s'explique par une raison et une seule. La réalité sur la dictature fasciste qui règne en URSS est de mieux en mieux connue en France. Les dirigeants du PCF ont tout fait pour la cacher mais en vain. Et cette réalité est pour le moins gênante pour l'image de marque que voudrait se donner le PCF. Comment peut-on prétendre être les « champions de la liberté » tandis que la torture est chose courante dans le pays dont on fait l'éloge. Pour essayer de continuer à tromper les travailleurs, de gagner des voix aux élections, les dirigeants du PCF sont maintenant obligés de faire des réserves sur les crimes les plus connus qui sont commis en URSS.

Celle-ci est devenue maintenant un véritable repoussoir. Personne ne veut d'une telle dictature fasciste. Pour séduire des électeurs afin d'accéder au gouvernement, le PCF est obligé de sembler prendre ses distances vis-à-vis de l'URSS. Ses apparences « démocratiques » sont à ce prix. Il ne s'agit que d'une tactique. Soyez sûrs que si la vérité n'était pas connue, les dirigeants du PCF continueraient à dire de l'URSS qu'elle est le pays de la liberté. Évidemment, cela ne plaît pas aux Brejnev et Cie qui voudraient que le PCF continue à donner une image flatteuse de l'URSS, afin de mieux tromper les peuples sur la nature du système y régnant. Il y a une contradiction entre la volonté des dirigeants soviétiques de donner une image mensongère de leur pouvoir et l'obligation pour les dirigeants du PCF de formuler quelques critiques afin de pouvoir accéder au gouvernement par la voie électorale. Telle est la source des contradictions existantes.

Mais cette divergence tactique ne doit pas faire oublier cet autre aspect : le soutien des dirigeants du PCF à la politique internationale de l'URSS. Ils veulent en donner l'image d'une puissance pacifique alors qu'il s'agit d'une superpuissance agressive qui se prépare à la guerre. Ils hurlent à l'unisson pour combattre le plus puissant obstacle aux ambitions hégémoniques de l'URSS : la République populaire de Chine. Le discours de Marchais au 22<sup>e</sup> Congrès du PCF est à cet égard semblable à ceux que l'on a pu entendre à la tribune du Congrès du PCUS.

Même si quelques divergences existent, il n'en reste pas moins que dans le cadre de la rivalité entre les deux superpuissances les dirigeants des partis révisionnistes occidentaux appuient l'URSS. C'est bien pourquoi l'impérialisme US est opposé à leur présence dans des gouvernements d'Europe de l'Ouest. (Suite page 3)

## Fourcade-Mitterrand

# DU CINEMA !

C'est ce soir mardi que Fourcade et Mitterrand, vedettes bien connues de la scène politique bourgeoise, doivent se donner en spectacle sur les écrans de télévision.

Tout est prévu pour que les téléspectateurs aient l'impression d'un débat au grand jour, où on ne cache rien, alors que dans les coulisses les règles du jeu auront été fixées. L'un et l'autre vont jongler avec les chiffres et avec les promesses.

Pour que le spectacle soit complet un décor spécial phosphorescent a été réalisé à cette occasion au studio 101 de la maison de la radio qui sera décoré de grands panneaux des principaux journaux.

Même la table où les deux politiciens prendront place a été fabriquée tout exprès. Construite en bois, recouverte de feutrine marron, elle mesure 1 m sur 2,10 m, le ministre de l'Économie et des Finances et le secrétaire général du Parti socialiste

étant séparés par la plus grande dimension.

Ce luxe, revenant à des millions, fera plaisir aux chômeurs vivant dans la misère !

Pour préparer le match, Europe 1 a procédé à un sondage selon lequel 78 % des Français seraient pour le blocage des salaires et des prix « pour lutter contre la hausse des prix ». Le gouvernement veut ainsi préparer l'opinion à des mesures de blocage des salaires et soyons sûrs que Fourcade cherchera

lui-même à montrer que ce sont les salaires qui sont responsables de la hausse des prix. Pour clore la représentation, un sondage serait réalisé pour dire quel a été le « champion ». Ce spectacle fait un jaloux : Marchais.

Depuis plusieurs jours il répète que c'est pas juste et que lui aussi voudrait un beau spectacle, comme Mitterrand. Il a eu Europe 1 pendant une journée pour lui tout seul et cela ne lui suffit pas. Les travailleurs, quant à eux, tandis que les politiciens seront en train de se pavaner et de se disputer, poursuivront en plus d'un endroit l'occupation de leur entreprise pour s'opposer aux licenciements. Et dans plus d'un endroit on entendra : « Cinéma ! »

## Manifestation palestinienne à Gaza

Le mouvement de protestation qui a éclaté, il y a presque un mois, en Cisjordanie, a gagné la bande de Gaza a rapporté lundi l'Agence palestinienne d'information « Wafa ».

Selon « Wafa », à l'instigation des élèves des écoles secondaires de Gaza, une violente manifestation s'est déroulée, dimanche, dans les rues de la ville, au cours de laquelle trois soldats israéliens ont été tués et douze blessés. Trois Palestiniens ont été tués également au cours de la répression qui s'est ensuivie.

Deux cent soixante deux ressortissants palestiniens ont été, par la suite, arrêtés et dirigés vers une destination inconnue, indique enfin « Wafa ».

## L'OLIVIER

— QUI SONT LES PALESTINIENS ?  
A PARTIR DU 3 MARS  
CINEMA LE MARAIS  
20 RUE DU TEMPLE PARIS 4<sup>e</sup>  
(MÉTRO TEMPLE OU HOTEL DE VILLE)  
PERMANENT DE 14 A 24 HEURES  
(LIRE ARTICLE EN PAGE 7)

## Fougères

# La manifestation des travailleurs au Conseil municipal

De notre correspondant à Fougères.

Samedi 28 février dans la soirée, à l'appel des organisations syndicales et du comité de lutte, les travailleurs de chez Réhault et d'autres usines se sont rendus en manifestation au conseil municipal. Les travailleurs ont envahi la salle, d'autres étant dehors ou dans les escaliers.

Le délégué CFDT Réhault Eugène Simon prit alors la parole au nom des travailleurs, il demanda au Conseil municipal :

1) de dénoncer la table ronde du 25 février et ses propositions bidons.

2) de voter la création immédiate de 1 000 emplois et, qu'en cas de refus les travailleurs exigeaient la démission du Conseil municipal dans son entier.

Cointat prit alors la parole en voulant rappeler « l'indépendance » du Conseil municipal que personne ne devait interpellé. La réponse fut immédiate : « Le pouvoir aux travailleurs ! » fut scandé et les ouvriers lancèrent plusieurs « vanes » aux conseillers municipaux. La parole fut donnée au conseiller PCF qui en profita pour lancer sa campagne pour les cantonales. Il ne put que reprendre les exigences des travailleurs et développa ses

solutions, « le plan d'urgence du PCF », c'est à dire le plan d'urgence pour la chaussure.

suite page 3.



La semaine dernière, les travailleurs de Réhault manifestaient à Rennes. (photo correspondant HR)

## Otan Infiltration du KGB

Le service de renseignements soviétiques (KGB), a mis en place un solide dispositif d'infiltration à l'intérieur de l'OTAN, affirme l'hebdomadaire «Newsweek» dans son dernier numéro.

Tous les experts en question d'espionnage s'accordent à dire que «la désintégration de l'armée hollandaise fait partie d'un effort coordonné du KGB soviétique et d'autres services d'espionnage du Pacte de Varsovie pour affaiblir les armées d'Europe occidentale» affirme la revue.

«Certains de ces agents sont des "dormants", c'est-à-dire des membres de partis révisionnistes européens qui reçoivent la consigne, il y a plusieurs années, de poursuivre une carrière militaire normale. En cas de crise ces "dormants", sur un ordre du KGB, peuvent passer à l'action pour chercher à paralyser des actions militaires occidentales».

## Portugal Dangereuse clémence

Près de 800 agents de la PIDE (police politique salazariste) ont été mis en liberté conditionnelle depuis la mi-décembre, s'ajoutant ainsi aux 80 évadés qui courent toujours.

Par ailleurs, six militaires et trois civils qui étaient prévenus de participation à la tentative de coup d'État spinoïste du 11 mars 1975, ont été déchargés de toute accusation et leur dossier classé.

Enfin la plupart des militaires inculpés dans la tentative du coup d'État pro-soviétique du 25 novembre dernier ont également, à peu près tous, été remis en liberté. Il n'en resterait que 23 emprisonnés.

Pro-américains ou pro-soviétiques tous ces gens sont des ennemis jurés du peuple portugais qui n'a rien de bon à en attendre.

## Mozambique Installations d'assemblés populaires

Le président de la République populaire du Mozambique, M. Samora Machel, a annoncé dimanche que les organismes d'État mozambicains seraient désormais des Assemblées populaires à tous les niveaux.

Le pouvoir exécutif sera subordonné à ces assemblées, «représentatives des militants, des combattants, et des masses laborieuses». Le président Machel a fait cette déclaration au cours de la session de clôture de la huitième réunion du Comité central du Front de libération du Mozambique (FRELIMO). «L'État, a affirmé M. Samora Machel, a seulement servi jusqu'à maintenant les intérêts de la bourgeoisie coloniale et capitaliste et sera remplacé par un État réfléchissant les intérêts des classes les plus défavorisées».



## Guatemala

# LES VICTIMES DE L'IMPERIALISME

23 000, sans doute plus. 23 000 morts au Guatemala à la suite du dernier tremblement de terre.

Dieu, la fatalité, la nature, contre qui se retourner ? Ne cherchez pas si haut. Le responsable est là dans son palais vert gris qui, lui, a survécu. Kjell Laugerud, dictateur par la grâce de l'impérialisme US.

Guatemala ce sont, maisons de bambous et de boue séchée, des bidonvilles à perte de vue où survit un peuple déraciné d'Indiens perdus dans la cité. Ils habitaient autrefois la campagne. L'United Fruit les a chassés. Ils sont venus «buscar la vida», chercher la vie. Ils y trouvent la mort, Constante. Chômage. Misère. Prostitution.

Immenses étendues de nature luxuriante où le moindre pieu planté bourgeois et puis fleurit, Guatemala c'est le règne de la faim aux lèvres des Indiens.

Compagnies bananières yankees, latifundios, ne laissent aux peones que de maigres lopins de terre et quinze jours de permission par an pour les cultiver. Que les enfants s'y éreintent le reste de l'année, le lopin ne donne que de maigres ressources. L'abondance se trouve là-bas, derrière les barbelés sur les terres où les fruits mûrissent pour d'autres bouches.

Mais et piment pour tout repas, ventre gonflé, dentition noire de pourriture, yeux purulents, la peau sur les os. «Il n'a plus de sang, explique la mère, il va mourir». Comme son frère, mort de n'avoir pu manger. Ce qu'ils nomment, eux, une mort naturelle.

Guatemala, c'est Ilo. Village à trois jours de marche de la route. Tout ici appartient au latifundiste qui habite la capitale. Comme le village voisin, et l'autre, et l'autre encore. Après

on ne sait pas, on ne connaît plus, c'est à deux jours c'est donc inaccessible. On n'a jamais deux jours de repos dans l'année. Certains y sont allés, rêvant de vie meilleure. Nul n'est revenu. «Que feras-tu plus tard ?» La question a surgi mécanique. Comme si le choix existait. «Je serai peon pour Don Julio. Au café. Est-ce qu'on peut faire autre chose ?... 40 cents par jour... Travail dur... Le contremaître est féroce... Dans ton pays ce n'est pas comme ça ?»

Règne de l'exploitation, règne de l'esclavage, règne de l'impérialisme, Guatemala c'est la révolte.

Les paysans se lèvent, pelle et bêche contre le patron. Contre le yankee. L'armée est là qui tire. Enfants, paysans, paysannes sur le sol étendus. Sanglants.

Les ouvriers l'ont su, c'est la grève dans la fabrique. C'étaient nos frères et c'étaient les meilleurs. Ils sont un. Et c'est la répression. Les dirigeants sont jetés du haut d'hélicoptères dans des volcans en activité. Ils veulent les effacer dans l'esprit de leurs frères. Mais la lutte en grandit. Les étudiants s'y joignent.

Et d'autres pendant ce temps qui préchent la patience et qui préchent la paix. Qui crient «provocation» quand le peuple se soulève. Qui renégats et traîtres nous invitent à déposer dans l'urne un bulletin taché de notre sang.

Voilà Guatemala.

Que la terre tremble : que peut le toit de bambou ? 23 000 morts. Les «beaux quartiers» eux ont tenu.

Que la terre tremble : blessés abandonnés sans un médicament à trois jours de marche à la ronde et c'est l'épidémie, et c'est la mort. D'autres se font soigner dans les cliniques vitrées. Que la terre tremble : c'est la récolte détruite c'est la faim. Pour des corps aux limites constamment de la mort, c'est la fin. Certains pendant ce temps banquetent allégrement.

Les responsables est là et au-dessus de lui flotte le drapeau yankee. Victimes de l'exploitation et de la dictature, victimes de l'impérialisme.

Ils ne réclament ni pleurs ni gémissements. Simple-ment notre lutte, solidaire de leur peuple. Contre l'impérialisme et les traîtres qui jour à jour nous vendent.

Et le regard franchit l'océan. La terre a tremblé en Chine et les vies sont sauvées.

Hasard ou chance ? Non. La Chine d'autrefois a vu des massacres pires. Mais aujourd'hui en Chine la dictature s'appelle prolétariat. C'est là la différence. Le socialisme c'est aussi cela : la nature aux pieds des hommes, domptée.

Un tremblement viendra, plus puissant, plus violent, détruire l'ordre ancien au Guatemala aussi et sur ses ruines, en dur, bâtir un autre monde.

Cahoussaq Massi.

## Radiations à l'ambassade américaine de Moscou

### GUERRE DES GANGS

Il y a quelque temps le personnel de l'ambassade des États-Unis à Moscou, et l'ambassadeur lui-même, étaient pris de curieux malaises : nausées, vomissements,

saignements d'yeux. Le département d'État américain aurait dépêché à Moscou un médecin spécialiste chargé d'examiner deux cas de cancer du sang parmi le personnel.

#### HOLLANDE : LES AGENTS DU KGB

Il y a quelques semaines un hebdomadaire néerlandais publiait une liste d'agents de la CIA en Hollande.

Le journal des anciens combattants néerlandais «Sta Vast» a décidé de compléter cette information en publiant les noms des agents du KGB (service de renseignements soviétique) à l'action dans leur pays et qui seraient au nombre d'une soixantaine.

Ces malaises seraient causés par l'émission de radiations électromagnétiques visant, de l'aveu même des Soviétiques, à brouiller le système d'écoute mis en place sur le toit de l'ambassade. Tout en reconnaissant les faits, Henry Kissinger s'est refusé à les commenter, déclarant qu'ils s'agissait là «d'une affaire délicate comportant de multiples ramifications». C'est le moins que l'on puisse dire pour qualifier ce nouvel épisode de la guerre des gangs d'espionnage américain et soviétique !

## nouvelles du monde

### LIBAN : DISSOLUTION DES MILICES

Une série d'incidents violents ont compromis ces derniers jours la fragile paix acquise au Liban, pillages, enlèvements, règlements de compte sévissent toujours sporadiquement.

Aussi le gouvernement vient-il d'apporter une décision d'importance. Désormais seule l'Armée libanaise régulière et l'Armée de libération de la Palestine seront chargées d'assurer la sécurité dans le pays et «les forces d'intervention» des différentes milices sont dissoutes.

C'est là une décision qui pèsera d'un grand poids pour l'avenir de la paix dans ce pays.

\*\*\*\*

### CHOMAGE ET CARNAVAL A COLOGNE

Le Carnaval rhénan a provoqué lundi à Cologne la colère de manifestants qui s'en sont pris à un char représentant un chômeur couché auprès de sa femme et déchirant des offres d'emploi.

Ces manifestants s'étaient déguisés pour s'approcher du char qu'ils ont bombardé de peinture. La police, mêlée à la foule est intervenue et a appréhendé huit d'entre eux.

Un autre char de la même inspiration représentait un travailleur immigré turc qui pour toucher des allocations familiales avait fait venir ses quinze enfants en Allemagne.

Pour la seule ville de Cologne, le carnaval a coûté la somme de 600 000 marks (un million 100 000 F).

\*\*\*\*

### LE JAPON RÉAFFIRME SON DROIT SUR LES ILES KOURILES

Le Japon a fait connaître à l'Union soviétique son désaccord à propos de la récente remarque de Brejnev, rejetant les revendications japonaises sur les îles japonaises kouriles.

M. Masatada Tachibana, directeur du bureau des Affaires européennes et océaniques au ministère japonais des Affaires étrangères, a rappelé lundi au chargé d'affaires soviétique à Tokyo, Ivan Tsekhonya, que le retour au Japon de ces quatre îles sous contrôle soviétique était une condition préalable à la conclusion du traité de paix négocié entre les deux pays.

Mardi dernier, dans le discours d'ouverture du 25<sup>e</sup> Congrès du Parti soviétique, Brejnev avait déclaré que «certaines personnes au Japon essayaient de présenter à l'Union soviétique des revendications sans fondements et illégales».

\*\*\*\*

### GAUDELLOUPE : MANIFESTATION DES PAYSANS PAUVRES DE LA CANNE À SUCRE

Plusieurs centaines de paysans guadeloupéens ont défilé lundi 1<sup>er</sup> mars dans les rues de Pointe-à-Pitre, à l'appel de l'Union des paysans pauvres de la Guadeloupe, pour protester contre la non-fixation des prix de la canne à sucre, alors que la campagne sucrière 1976 a déjà commencé. Les syndicats agricoles guadeloupéens exigent un prix moyen de la canne à sucre de 156 F, et ils refusent de couper et livrer les cannes à sucre tant que satisfaction sur le prix ne leur sera pas donnée.

## RIPOSTE A LA REPRESSION ANTISYNDICALE

La « démocratie libérale avancée », si chère à la bouche de Giscard et de ses ministres, se mesure d'après les actes et non d'après leurs interminables bavardages à la radio et à la télévision. Aussi, citons quelques faits récents qui se sont produits dans différentes entreprises, et la riposte des travailleurs.

### Chez Miserez à Vercel (dans le Haut-Doubs) Manifestation de soutien

A l'origine du conflit : la création d'une section syndicale CFDT dans l'entreprise. Le patron a toujours refusé depuis d'admettre la présence d'un syndicat (surtout CFDT) dans son entreprise. Par tous les moyens, il a essayé d'éliminer la section syndicale, en voulant notamment licencier Pharisat, délégué syndical CFDT, et en licenciant enfin 8 autres travailleurs appartenant à la CFDT, liquidant ainsi toute la section syndicale.

Une manifestation de soutien et de solidarité de plusieurs milliers de travailleurs du Haut-Doubs a eu lieu, sa-

medi à 10 h, partie de la place de la Mairie de Vercel pour parcourir enfin toutes les rues de la ville, exigeant la réintégration des licenciés et protestant contre le lock-out et les licenciements des militants CFDT de Miserez.

Depuis le 14 janvier, tous les travailleurs syndiqués se présentant au travail sont lock-outés. Miserez ne veut pas de syndicalistes à l'usine. L'entrée de l'usine leur est interdite, et chaque matin, une fourgonnette de la gendarmerie est là : la collusion pouvoirs publics-patronat est flagrante.

Les travailleurs de la métallurgie du Haut-Doubs n'entendent pas rester immobiles, l'action de solidarité se développe ainsi que la mobilisation qui fera céder Miserez.

### École supérieure de Commerce (Nantes) Lutte pour la réintégration de 2 enseignants

Deux enseignants de l'École supérieure de commerce de Nantes ont reçu une lettre dans laquelle le directeur de l'établissement leur signifiait de ne pas reprendre les cours le 16 février, le courrier constituant leur préavis de licenciement. Pour le directeur les motifs invo-

qués sont d'ordre professionnel. Il s'agit en fait d'une répression antisyndicale : depuis sa création, en novembre 75, la section syndicale CFDT — dont les animateurs étaient les 2 enseignants — n'a cessé d'être victime d'une répression syndicale féroce.

### Retenues de salaires pour les Assurances du groupe de Paris

Le syndicat CFDT des AGP fait état, dans un communiqué, de retenues de salaires effectuées par la direction, « sans préavis », à l'encontre de 10 délégués CGT et CFDT. Pour expliquer ces retenues, qui vont de 300 à 1 200 F par mois, la direction a, selon la

CFDT, « prétexté un soi-disant dépaiement d'heures de délégation ». Le PDG aurait déclaré que la grève d'octobre et novembre derniers avait contribué à lui faire prendre ces mesures.

### A la Simax (Rupt-sur-Moselle — 88) : la solidarité de classe

Depuis le 22 octobre, les travailleurs de la Simax se battent pour la réintégration de leur délégué syndical.

Le 24 février le Comité de grève des travailleurs de la Sotracomet a proposé en assemblée générale de remettre 5 000 F de leur trésor de guerre pour permettre aux travailleurs de la Simax de poursuivre leur lutte, et de faire un collectage entre eux. Les travailleurs ont accepté la proposition. Refusant l'isolement des luttes eux aussi participent largement à la popularisation de la lutte de la Simax.

dernier, Chirac était en Corrèze où il devait affirmer : « La poursuite du développement de ce département ne pourra se faire qu'avec un conseil général qui ne soit pas en conflit avec les autorités parisiennes ». En un mot : Votez pour nous, vous aurez des sous. Chirac n'y va pas par quatre chemins.

De son côté, le même jour, Mitterrand était à Bruay-en-Artois où il devait rendre hommage au 22<sup>e</sup> Congrès du PCF en ces termes : « Si les communistes de 1920 avaient parlé le même langage que ceux de 1976, il n'y aurait pas eu de scission à Tours. » Eh oui, en 1920, Marchais aurait été contre Lénine, comme l'était Léon Blum !

Comme toujours, ces élections sont également l'objet de tractations. C'est ainsi que le PCF avait proposé que là où il n'y a pas de candidats de droite, la « gauche » présente un candidat unique. Il espérait ainsi éviter la concurrence socialiste. Mitterrand vient de refuser. Il espère que les centristes et autres Républicains indépendants se désisteront en faveur des candidats socialistes qui pourront ainsi prendre la place de conseillers généraux PCF. La cuisine de tous ces messieurs sent mauvais. Les travailleurs en lutte n'y ont rien à voir. Il y a fort à parier que, comme les années précédentes, ils le montreront par l'abstention.

## Elections cantonales

### LE SHOW BUSINESS ELECTORAL

C'est dimanche prochain que se déroulera le premier tour des élections cantonales. Les politiciens bourgeois se préparent fébrilement à cette élection qui bat généralement tous les records d'abstention.

Promesses en tous genres se succèdent, les ténors des partis de la bourgeoisie font leur tournée. Le PCF est sans doute celui qui fait le plus de battage. Il espère pouvoir conquérir de nouvelles positions dans la gestion de l'État capitaliste. Pour tous, ces élections auront valeur de test après les élections présidentielles et avant les municipales. A l'heure où la situation des travailleurs est plus critique que jamais et où leurs luttes gagnent en ampleur, ces élections apparaissent plus dérisoires que jamais. Pourtant tous les candidats aux postes de conseillers généraux veulent faire croire qu'avec eux les choses iraient mieux.

Pour cela tous les moyens sont bons. C'est ainsi que samedi dernier, à Clermont-Ferrand, le PCF organisait une grande « journée de lutte » (de 15 à 17 heures !!) avec « occupation » de la place de Jaude (sous l'œil bienveillant des flics), diffusion de tracts démagogiques, et mini-manifestation jusqu'à la préfecture. Cette manifestation, annoncée à son de trompe depuis plusieurs jours, a réuni à peine 200 personnes ! Malgré une voiture publicitaire « à l'américaine » et un escadron d'hommes-sandwiches en bicyclette, les slogans lancés n'étaient même pas repris par la plupart des manifestants, ce qui donne une

idée de la combativité... Le leitmotiv était « Votez communiste », infatigablement repris au micro. Pas un mot, bien sûr, sur la lutte de la Société métallurgique de Gerzat (SMG). Et tout cela dans l'indifférence totale de la population, pourtant nombreuse au centre ville ce jour-là. Une preuve de plus que si pas mal de gens votent encore PCF par habitude et parce que « ça ne coûte rien », les révisionnistes sont de plus en plus isolés dans les masses.

Dans le genre spectacle se prépare également le match télévisé Mitterrand-Fourcade. Ce dernier, malgré l'inflation et le chômage, voudra faire croire que tout ne va pas si mal que cela, tandis que l'autre cherchera à démontrer qu'avec lui tout irait mieux. Pourtant l'un et l'autre ont les mêmes collaborateurs. C'est en effet au ministère des Finances de Fourcade, parmi les hauts fonctionnaires, que Mitterrand trouve ses conseillers économiques.

Marchais se plaint de ne pouvoir lui aussi se pavaner sur le petit écran, comme il l'a fait vendredi, toute la journée, sur les antennes d'Europe 1. Entre deux publicités, il a pu durant des heures jouer la « superstar ».

En attendant dimanche, les leaders font la tournée des « popotes » pour appuyer leurs candidats.

C'est ainsi que samedi

## Pour la célébration du 105<sup>e</sup> anniversaire de la Commune

Dans notre édition datée du jeudi 26 février nous annonçons que le Bureau politique du PCMLF avait pris l'initiative d'appeler à une manifestation pour célébrer le 105<sup>e</sup> anniversaire de la Commune de Paris, le 21 mars. Le communiqué du PCMLF indiquait qu'il avait chargé L'Humanité-Rouge de prendre les contacts nécessaires avec les différentes organisations se réclamant du marxisme-léninisme, afin de leur proposer d'organiser ensemble, dans l'unité, cette manifestation placée sous le signe de la dictature du prolétariat.

Une première réunion a été convoquée dans ce but par L'Humanité-Rouge. Y étaient présents le Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) ainsi que Drapeau rouge-Rennes révolutionnaire. L'Humanité Rouge a proposé d'organiser cette manifestation en commun. Drapeau rouge pour sa part a déclaré que le débat politique et l'unité politique n'étaient pas suffisamment avancés pour envisager une manifestation commune. Le PCR (m.l.), quant à lui, a déclaré qu'il avait lui-même décidé d'organiser une manifestation au Mur des Fédérés, le 21 mars au matin, en liaison avec le Rassemblement qu'il doit tenir à la Mutualité l'après-midi. Il a regretté que le PCMLF n'ait pas choisi un autre jour pour célébrer la victoire de la Commune de Paris. Il a paru écarté l'organisation commune de cette manifestation, en déclarant que c'était une manifestation du PCR (m.l.) à laquelle pourraient se joindre le PCMLF et L'Humanité-Rouge s'ils appelaient au même endroit.

Il a été décidé de poursuivre les discussions.

(Suite de l'éditorial)

A cet égard rappelons que le dirigeant du parti révisionniste italien, Berlinguer, dans son communiqué avec Brejnev manifeste son soutien à la politique de « détente » de ce dernier.

Si pour accéder au pouvoir, les partis révisionnistes occidentaux doivent prendre quelques distances vis-à-vis de l'URSS, pour s'y maintenir, ils auront besoin de l'appui de cette dernière et devront servir ses intérêts. C'est pourquoi ils sont fondamentalement des agents du social-impérialisme russe.

## Fougères La manifestation des travailleurs au conseil municipal

(Suite de la page 1)

Cointat reprit alors la parole et commença à lui répondre comme si on était absents. Peu à peu, le tumulte s'installa dans la salle et Eugène Simon reprit plusieurs fois la parole en rappelant les exigences des travailleurs et en cas de refus, la démission du Conseil municipal. Car par cette action les travailleurs entendaient montrer l'incapacité des élus locaux. Dans une grande confusion, Cointat quitta la salle par une petite porte.

Les travailleurs, quittèrent alors la salle après avoir chanté l'Internationale debout sur les tables et les chaises, le poing levé.

Puis 800 personnes environ se dirigèrent en manifestation combative vers l'usine Réhault en scandant :

« Cointat a démissionné ! » l'annonçant ainsi à toute la population de Fougères, le soir à 22 h : « Cointat, salut, le peuple aura ta peau ! », « Réhault, Morel, Maunoir même combat ! », « Ce n'est qu'un début continuons le combat ! » et l'Internationale y fut chantée plusieurs fois.

A l'usine Réhault une courte assemblée générale a eu lieu où les représentants du Comité de lutte, les organisations syndicales CGT et CFDT de chez Réhault et les délégués CGT de chez Maunoir ont pris la parole, tous affirmèrent leur volonté de continuer la lutte dans l'unité, l'Internationale marqua la fin d'une soirée combative et enthousiaste.

Mardi 2 mars, a lieu une réunion intersyndicale pour

envisager de nouvelles actions. A ce sujet le syndicat FO exigeait que les associations populaires familiales, APF et la FNMIP, ne soient pas à la réunion, par contre FO invite volontiers la CGC.

Toutefois les travailleurs de chez Réhault appellent les organisations syndicales, politiques et les diverses associations à soutenir leur lutte en formant un comité de soutien qui sera sous le contrôle direct de l'assemblée générale des travailleurs de chez Réhault.

Dimanche 7 mars, une kermesse de soutien et de popularisation va avoir lieu à Fougères, dans le but de populariser la lutte de Réhault.

Nous invitons donc tous nos lecteurs à y aller pour apporter leur soutien.



## RENCONTRE AVEC DES TRAVAILLEURS DE LIP

Depuis 4 mois, une campagne est orchestrée contre les «LIP» de la part du patronat, du gouvernement, mais aussi des dirigeants faux communistes du PCF et certains de la CGT.

Neuschwander a démissionné... certes, mais le véritable pouvoir chez LIP c'est bien les Riboud et Renaud Gillet, PDG respectifs l'un de BSN, l'autre de Rhône-Poulenc.

### La crise

Notre situation, disent les travailleurs de LIP, n'est pas spécialement due à la mauvaise gestion d'un patron. On sait que des problèmes identiques se posent un peu partout en France. En se servant de la crise, le pouvoir et la bourgeoisie veulent maintenir et développer leurs profits au détriment du niveau de vie des travailleurs et de leur emploi.

Dans l'horlogerie, il y a en fait une «mutation technologique» au développement de la production, notamment de la montre à quartz.

A qui sert la montre à quartz ? En fait, la seule raison de la production de la montre à quartz, c'est de permettre à l'industrie électronique américaine d'accaparer un marché qui sera «fructueux».

Pour les travailleurs, elle va apporter plus de chômage, la déqualification. Car c'est en fait une restructuration, qui dans le cadre de la «mutation technologique» implique une modification du type d'emploi, de la mécanique vers l'électronique. Et ainsi, Riboud et Cie opéreront une déqualification massive, puisque,

dira-t-il, «la qualification ne correspond plus au travail demandé».



Besançon le 14/8/73, la tête de la manifestation (photo HR).

Dans la première phase de relance de LIP, Riboud était bien le personnage important qu'il est aujourd'hui (donc rien de nouveau dans cette politique), mais il n'occupait pas le devant de la scène. Neuschwander avait les coudées franches et menait sa politique de façon autonome, d'où sa démission forcée — les loups se mangent entre eux.

Cette restructuration et cette «mutation technologique» poseront aussi le problème de l'emploi, car ce qui est intéressant dans ce marché, c'est la possibilité pour les capitalistes d'abaisser le prix de la production par un développe-

ment de l'automatisation et un «dégraissage» du nombre total d'emplois.

### Vigilance face à l'emploi

Certes les déclarations actuelles du conseil sont nettes, disent les travailleurs de LIP : «LIP doit se déve-

lopper avec le potentiel humain existant». Mais des décisions économiques vont se prendre dans les semaines et mois à venir. Ces décisions risquent d'avoir des conséquences sur l'emploi, les travailleurs de LIP, la CFDT et même la CGT en sont conscients. Et ils s'expliquent :

1) pour ce qui est de la «manufacture» nous y tenons parce que cela permet le maintien de l'emploi et de la qualification générale actuelle du personnel. Alors que la mutation technologique demande des investissements, et elle peut également se faire au rabais (c'est bien cela la politique

Riboud en matière de restructuration) et donc de graves incidences sur l'avenir de LIP et sur nos emplois.

Nous suivrons donc de très près les décisions concernant la manufacture et la mutation technologique. Nous serons prêts en permanence pour réagir contre les décisions touchant l'emploi et la qualification.

### Des militants PCF refusent de vendre l'Humanité

Malgré les attaques du PCF contre la CFDT et contre les travailleurs de LIP, la détermination de lutter est grande, et la division semble rejetée. Ainsi, lorsque le PCF de Besançon est venu vendre «l'Humanité» aux portes de LIP, ses militants de base ont refusé de le vendre du fait des insultes et des mensonges qui se trouvaient dans ce torchon sur le problème de LIP. Certains leur répondaient :

«C'est tout de même grâce à la CFDT et à l'ensemble des travailleurs de LIP que nous sommes là au travail aujourd'hui».

«Nous devons rejeter tout ce qui cherche à nous diviser».

Et les militants CFDT de conclure : «Nous n'avons pas à entrer dans le jeu polémique comme certains voudraient que l'on fasse. Dès aujourd'hui, il faut voir la stratégie à mettre en œuvre afin de ne pas tomber dans une quelconque provocation, du pouvoir, du patronat ou même du PCF.»

Aussi nous restons mobilisés en permanence et discutons chaque jour dans nos ateliers sur les problèmes et les risques qui nous menacent.

(A suivre)

### En Touraine : Les luttes se multiplient

Dubernard Hospital à Joué-les-Tours — 140 personnes.

Cette usine spécialisée dans la fabrication de solutions injectables à l'usage des hôpitaux et cliniques. Salaire d'une conditionneuse : 1 330 F net. Le travail est dur, ingrat.

Les revendications posées : augmentation de 200 F pour tous, une 5<sup>e</sup> semaine de congés payés en hiver. En grève depuis le 16 février, les travailleurs bloquent le quai de livraison.

Le patron cherche à les intimider, lettres de menaces, assignations au tribunal. Mais le moral est élevé chez les grévistes. Les ouvriers de Rigault qui ont



### CHEZ RHENALU A BIESHEIM (HAUT-RHIN) 7<sup>e</sup> SEMAINE D'OCCUPATION

Le personnel de l'usine Rhenalu à Biesheim (Haut-Rhin) rentre dans sa septième semaine de grève (770 salariés) pour exiger notamment des augmentations de salaires. Afin que ce conflit qui dure depuis le 21 janvier «sorte du silence», une trentaine des ouvriers en grève ont occupé jeudi les locaux de la chambre patronale de Colmar.

La lutte continue avec la majorité des travailleurs de l'usine.

### 3<sup>e</sup> SEMAINE DE GREVE AUX USINES DUCELLIER

Les travailleurs des 3 usines Ducellier (trust DBA) d'Issoire (1 800 salariés), Brassac-les-Mines (2 000) et Sainte-Florine (1 600), en Auvergne, sont en grève depuis le 17 février. Ils font grève pour obtenir entre autres un salaire minimum de 2 000 F par mois.

### A VALENCE, OCCUPATION DE LA «BOULONNERIE CALIBRÉE»

Le personnel de la Boulonnerie calibrée de Valence (316 employés) a décidé, au cours d'un vote par 220 voix sur 280 l'occupation de l'entreprise. La Boulonnerie ayant déposé son bilan le 26 septembre dernier, le préavis de licenciement du personnel arrivait à son terme le 25 février.

### THOMSON A CHAUNY : FAIRE ECHEC AU DIKTAT DE LA DIRECTION

Suite à l'appel fait par la direction de Thomson, la cour d'appel d'Amiens a ordonné le 23 février l'expulsion des grévistes (qui occupent depuis le 2 février), assortie d'une amende de 50 F par jour de retard et par personne !

Tous les travailleurs, et notamment du trust, sont concernés pour la riposte à engager face à ces mesures réactionnaires.

### Snecma-Corbeil 3 des 4 employés du C.E. sont réintégrés

En décembre dernier, 4 employés du comité ont engagé une lutte pour leur réintégration.

Le comité de soutien aux licenciés fait le point sur la situation :

Pour trois d'entre eux, cette lutte s'est achevée par une victoire complète. Par une ordonnance de référé du 16/1/76, le tribunal de grande instance d'Évry-Corbeil a condamné les responsables du comité pour «voie de fait», précisé dans les attendus qu'il s'agissait d'une «sorte de fraude» à l'encontre des trois licenciés, et ordonné la réintégration immédiate de ceux-ci dans les fonctions qu'ils occupaient.

Ainsi s'achève près d'un mois de lutte au cours de laquelle le comité de soutien a recueilli près de 900 signatures pour sa pétition et plus de 1 200 F pour sa collecte.

En ce qui concerne le quatrième employé (le secrétaire administratif dont le licenciement était antérieur à celui de ses 3 camarades), il a obtenu une première réparation des prud'hommes et poursuit son action sur le plan judiciaire.

(cf. HR No 398). Les quatre

### COFAL Loches :

Les travailleuses ont repris l'occupation. Avant Noël, après deux mois et demi d'occupation, un acquéreur devait reprendre la boîte. Le Crédit agricole n'a pas débloqué les fonds.

Les travailleuses ont repris la lutte jusqu'à ce qu'elles soient toutes réembauchées et sur place.

Correspondant HR.

### Pépinières Régent (Redon)

## FACE A UN PATRON DE CHOC, GREVE ILLIMITEE

Les pépinières Régent emploient 27 salariés, dont 19 travaillent dans les champs et les autres dans les bureaux ou au magasin. C'est en décembre dernier qu'une section CFDT a été créée, regroupant tous les ouvriers.

En décembre, un cahier de revendications avait été posé ; le patron, se considérant de droit divin, comme le «seul à commander ici», avait refusé jusqu'à présent d'y répondre. C'est le licenciement d'un ouvrier, sous prétexte qu'il n'y aurait plus de travail (c'est totalement faux) qui provoque la réaction des ouvriers. Ceux-ci demandent à le voir vendredi — pour toute réponse, hors de lui, il menace le délégué interprofessionnel avec une barre de fer de 5 kg. Les ouvriers se mettent

en grève illimitée lundi matin.

Leurs revendications : la réintégration du camarade licencié, pas de salaire inférieur à 1 700 F et une augmentation pour tous de 150 F, des primes pour les habits de pluie, exercice du droit syndical.

En effet, il n'a que du mépris pour les ouvriers : pourquoi ne pas les payer plus cher ? «Ils ne savent rien faire» ; un gars, 22 ans de boîte : 8,20 F de l'heure, soit à peine 1 400 F par mois. Une seule chose qu'il connaît : son portefeuille, que le travail lui rapporte le maximum, qu'il paye le minimum ; par exemple, il veut imposer aux ouvriers de venir 10 minutes avant l'heure d'embauche, parce que pour lui, le trajet pour

aller aux champs, «c'est de la promenade».

Face à ce patron de choc, tous les ouvriers sont unis ; malgré les menaces : «Si dans 15 jours, vous n'avez pas repris le travail, je dépose le bilan» — «C'est à vous tous que je casserai la gueule les uns après les autres» ; malgré les tentatives de diviser : «Rappelle-toi ce que j'ai fait pour toi» ou «Si tu ne commences pas demain, c'est la porte» ; malgré les insultes : «Salauds», «Paysan».

Les ouvriers de Régent ont fait le tour de toutes les usines de Redon pour informer de leur lutte. Ils savent que c'est la lutte intransigeante et unie de tous les ouvriers qui acculera le patron à céder.

Correspondant HR.



## la France des luttes

Au centre de Bordeaux-Caudéran

## DES STAGIAIRES EN LUTTE

Au centre FPA (formation professionnelle pour adultes) de Caudéran s'est déroulée la semaine dernière une journée «porte ouverte» regroupant autour du préfet de région Doustin une centaine de patrons. «Journée porte ouverte» ! Quel bien grand nom pour une matinée exclusivement réservée aux patrons ! Ces exploitants venaient ici trier leurs dociles ouvriers que l'Etat forme dans une discipline moitié lycée et moitié caserne, et voir comment, comme l'a clairement expliqué le journal bourgeois «Sud-Ouest», «le centre de Caudéran en "sort" 600 par an» !

Trois semaines avant cette «rencontre» une pétition circulait dans le centre pour protester contre le changement d'horaire du déjeuner que devaient subir une fois de plus les ouvriers à cause des patrons : déjeuner à 13 h 30 au lieu de 12 heures ou 12 h 30 selon les sections afin de permettre à messieurs les patrons de prendre tranquillement leur apéritif à 12 heures au réfectoire !

Cinq sections ont signé cette pétition. Quelques jours après, sous prétexte que la pétition était signée par une minorité de stagiaires, le directeur condamnait cette action par une circu-

laire mais pour freiner le mouvement et vu les conséquences que cela pouvait entraîner pour le directeur, il y eut tout de suite satisfaction et même plus car l'après-midi était chômée et payée. Voilà jusqu'où peut aller un directeur de centre FPA pour pouvoir fournir une bonne «image de marque» de ses «petits poulains».

Une majorité de stagiaires de trois sections, voyant très bien la manœuvre de ce dernier, ne relâcha pas le combat et prit la décision de manifester son mécontentement : contre le fait que nulle demande d'acceptation de la «journée des

patrons» n'avait été faite si ce n'est 6 mois auparavant alors qu'une grande majorité des stagiaires présents à ce moment-là était partie entre temps (le stage dure 6 mois) et plus généralement contre l'exploitation journalière des ouvriers dans leurs entreprises.

Deux modes d'action étaient possibles :

1) Commencer la journée normalement à 8 heures puis cesser le travail à 9 heures afin de ne pas rentrer dans la grande comédie qu'allait jouer le directeur et son «personnel» à M. le préfet.

2) Rester dans les ateliers et cesser le travail à l'arrivée des patrons et des huiles.

Les stagiaires ont choisi pour rester ensemble de se réunir à l'extérieur, refusant ainsi de voir les patrons mais c'était compter sans les enseignants qui affirmèrent qu'à ce moment précis leurs élèves se trouvaient en salle de cours, brisant en grande partie le mouvement.

Burelier (rennes)

## NON

## A TOUT LICENCIEMENT

L'entreprise Burelier est à Rennes une petite entreprise du bâtiment (35 ouvriers). Depuis un moment, le mécontentement grandit. En début de semaine, le licenciement d'un ouvrier a provoqué la riposte immédiate des travailleurs qui, vendredi 27, engagèrent l'action. Réunis en A.G. le mercredi 25, les ouvriers ont décidé démocratiquement l'adoption des mots d'ordre suivants : Pas un seul licenciement ! Réintégration

immédiate de notre camarade ! Augmentation uniforme de 200 F pour tous ! Pas de salaire inférieur à 2 000 F ! et en plus des revendications portant sur l'amélioration des conditions de travail et en particulier sur la sécurité. Vendredi 27 au matin, sous la ban-

derole reprenant les deux premiers mots d'ordre, les ouvriers se mettent en grève pour faire céder le patron. Dans cette petite entreprise les ouvriers sont à l'offensive et engagent l'action sur des bases clairement CLASSE !

correspondant HR.

A Nantes

## Débrayages à la SNIAS et manifestation

Deux débrayages suivis par 400 salariés ont eu lieu le 27 février à la SNIAS (usine de Bouguenais, Loire-Atlantique) à l'appel de la CGT et de la CFDT en signe de protestation contre les nouvelles classifications décidées dans la métallurgie.

D'autre part, les 1 140 salariés des Ets Saunier Duval en grève depuis cinq semaines ont défilé dans les ateliers, puis ont bloqué l'accès de la route de Paris à Nantes pendant un certain temps. Les délégués ont déposé une motion auprès de la direction qui s'est refusée à toute reprise des négociations dans l'immédiat.

## LOGEMENT

A la cité des Aubiers à Bordeaux

## LES LOYERS ONT AUGMENTÉ DE 40% EN 2 ANS!

Pour un nombre croissant de travailleurs, et particulièrement pour ceux que le capitalisme a jeté au chômage, le logement devient un problème de plus en plus grave, vital. Les loyers ne cessent d'augmenter, les quittances de gaz et d'électricité se font plus lourdes à supporter, et dans nombre de familles ouvrières on n'arrive plus à faire face. C'est le cas à Bordeaux, à la cité des

Aubiers où les loyers n'ont pas augmenté de moins de 40 % ces deux dernières années, et où se posent de façon urgente le problème de l'organisation des locataires et des moyens à mettre en œuvre pour lutter efficacement contre ces hausses insupportables.

## Des conditions de logement et de vie minables

Aux Aubiers, les conditions de vie qui nous sont imposées dans cet univers de béton sont révoltantes.

Les parkings publics sont inexistantes pour forcer les habitants à payer un parking couvert. Les espaces de jeux pour les enfants sont insuffisants. Les écoles surchargées et installées en partie dans des baraquements. Des commerces ont été installés aux moindres frais, en pleine circulation. Les locaux collectifs sont inexistantes. Les entrées d'une saleté repoussante parce que réalisées dans des matériaux trop «bon marché». Les ascenseurs qui tombent en panne sans arrêt parce que d'une résistance insuffisante. Les stores inexistantes dans les salles de séjour. Les escaliers des appartements dangereux et les portes manquent entre les salles de séjour et les cuisines...

## Des loyers et des charges

Depuis deux ans, nos loyers et nos charges ont augmenté de 40 %. Ces

hausse sont d'ailleurs de plus en plus fréquentes.

Ainsi à l'OPHLM : en janvier 76 : 5 % de hausse des loyers ; en février 76 : 3,5 % de hausse des charges...

De ce fait un travailleur doit consacrer jusqu'à 35 % de son budget (salaire et allocations comprises) pour se loger dans une HLM.

Du fait de ces hausses, notre pouvoir d'achat diminue continuellement. C'est ainsi que la bourgeoisie, non contente d'exploiter les travailleurs dans l'entreprise, les exploite aussi sur leur lieu d'habitation car tout, pour elle, est source de profits. Mais les locataires ne l'entendent pas comme cela.

## Les locataires luttent !

Au CILG, lors de l'apurement des charges au mois de juin 75, nous avons été révoltés par les sommes qu'on nous réclamait. Tous les locataires protestaient. L'Association de défense du quartier, l'ADELICAL, a pris l'initiative de réunir les locataires pour décider d'une action à mener. C'était là une bonne initiative. Pourtant, nous étions très peu à

nous déplacer. Malgré cela, la décision de sursoir au paiement a été prise par une poignée d'entre nous. Les autres locataires ont été avertis par tract.

Une réunion a eu lieu au CILG pour négocier. Les locataires n'étaient pas prévenus. Deux délégués y sont allés, les responsables de l'ADELICAL. Devant les menaces du CILG, l'ADELICAL a reculé et a seulement décidé de ne pas payer les sommes sur lesquelles il y avait un litige juridique patent, soit environ 20 F. Le reste, soit 300, 400, 600 F, qu'on nous réclamait, c'était donc justifié ? L'action s'est arrêtée là, finalement nous avons tous payé les sommes qu'on nous réclamait injustement : l'action a été un échec.

## A la lutte classe contre classe !

Aujourd'hui, nous tirons plusieurs leçons de ces actions : nous avons été une minorité à décider la grève sans nous soucier de convaincre les autres locataires ; la masse des locataires n'a pas participé à l'organisation de la grève mais c'est

l'ADELICAL qui s'est «occupée de tout». Ce sont des «délégués» de l'ADELICAL qui ont négocié, 2 personnes, les notables de l'association.

Ainsi, c'est clair, par notre action militante, nous devons nous unir, nous tous, les locataires. Que pourrait faire la bourgeoisie contre mille familles unies, fermement résolues à vaincre ? Nous devons opposer à la délégation des pouvoirs à des notables, une véritable démocratie populaire à la BASE.

L'ADELICAL, dans sa volonté de lutter pour la défense des intérêts des locataires n'a pas su se garder de faire des erreurs. Il lui faudra à l'avenir être plus vigilante afin de mener à bien les luttes qui s'avèrent indispensables pour les prochains jours.

## Le faux PCF trahit les intérêts des locataires

Pendant ce temps, nous recevions, dans nos boîtes à lettres, au mois de décembre, des tracts signés par la «Fédération du logement» de la Gironde.

Que disent ces tracts ?

«Les administrateurs HLM doivent prendre clairement position». «Les locataires mèneront le combat pour les obliger à revenir à une conception plus saine du logement social» (!)

Ainsi ces tracts appellent les administrateurs d'HLM à «défendre» les intérêts des locataires, à prendre position en leur faveur.

Nous, locataires des Aubiers, nous savons que nous n'avons rien à attendre des administrateurs du CILG et de l'OPHLM. Nous savons que Chaban, président de l'OPHLM, Bauer, premier vice-président, Moze, directeur, tout comme la flopée de directeurs du CILG n'ont qu'un souci : ménager les patrons et la bourgeoisie, faire payer et payer encore les locataires.

Nous savons que pour diminuer les loyers et les charges, nous ne pouvons et ne devons compter que sur nos propres forces et imposer par la lutte nos revendications.

Qui sont donc ces responsables de la «Fédération du

logement» de la Gironde ? Qui sont ces personnes qui écrivent de telles choses, qui veulent nous faire prendre des vessies pour des lanternes ? Ce sont des responsables du PCF, la «Fédération du logement» de la Gironde fait en effet partie de la CNL (Confédération nationale du logement) qui est tenue par le PCF.

Oui ! Le PCF s'oppose aux intérêts des travailleurs et des locataires. Rien de moins étonnant d'ailleurs lorsque l'on sait que les élus du PCF sont souvent eux-mêmes administrateurs d'HLM. Et nous savons que les locataires des Sociétés d'HLM dirigées par les élus du PCF sont logés à la même enseigne que nous, paient aussi cher que nous les loyers et les charges, subissent les mêmes hausses que nous, aux Aubiers.

Ainsi, les faux communistes dirigeants du PCF et de la CNL trahissent la lutte des travailleurs : ils sont communistes en paroles, mais ce sont des bourgeois dans les faits. Ils gèrent les intérêts de la bourgeoisie qui nous exploite.

Correspondant HR.

## MANIFESTATION ANTI-IMPERIALISTE A RENNES

Le 26 février à Rennes plus de 130 personnes se sont réunies à l'appel de *L'Humanité-Rouge* pour manifester contre l'impérialisme et contre l'hégémonie. Après avoir parcouru le centre ville, la manifestation s'est dispersée devant la préfecture. Les mots d'ordre scandés par les manifestants dénonçaient la présence des troupes françaises à Djibouti et à Mayotte, ils exigeaient

leur départ et l'indépendance immédiate pour toutes les colonies. L'une des banderoles exprimait le soutien des manifestants au peuple sahraoui et au Front POLISARIO. Les crimes auxquels se livrent les deux superpuissances, USA et URSS, notamment en Angola, ont été fermement dénoncés, de même que leurs préparatifs effrénés de guerre mondiale.  
correspondant HR.



Une manifestation combative contre l'impérialisme et l'hégémonie. (photo correspondant HR)

# QUEST-LICENCIEMENTS

## Le huitième numéro est paru

Nous avons déjà parlé plusieurs fois de la lutte résolue des travailleurs de l'imprimerie Caron-Ozanne à Caen. Ils occupent leur usine depuis le 5 juin 1975 contre les licenciements.

Ces travailleurs réalisent un journal : «*Ouest-Licenciements*», "journal pour la coordination des luttes", comme ils le définissent eux-mêmes.

Leur journal exprime leur volonté d'unité de combat anticapitaliste avec tous

les travailleurs. Volonté qui s'exprime dans la motion suivante votée à l'unanimité par une assemblée générale des travailleurs de Caron-Ozanne :

«*Nous rappelons que Ouest-Licenciements n'a jamais eu vocation d'un journal de section syndicale, mais d'un journal des grévistes ouvert à tous les travailleurs en lutte de la région, ceci dans l'esprit d'une solidarité réciproque et dans l'optique d'une liaison des*

*travailleurs qui luttent sur la région. En effet, face à l'offensive du patronat et de l'État, c'est l'unité la plus large que doivent se donner les travailleurs.*

Parce que la lutte des travailleurs de Caron-Ozanne mérite d'être connue, parce que *Ouest-Licenciements* peut être utile à tous les travailleurs, nous publions ci-dessous quelques extraits de la «plateforme» de *Ouest-Licenciements* définie par les travailleurs :

«*Né d'une lutte, un outil au service des travailleurs — Les travailleurs de Caron-Ozanne sont en lutte depuis maintenant près de 9 mois.* (...)

«*Nous sommes décidés à maintenir Ouest-Licenciements en vie, car dès les premières semaines d'occupation nous avons compris qu'une lutte sur l'emploi ne peut pas être gagnée si on reste isolé. Dans ce sens nous avons envoyé des délégations dans chaque usine en lutte de la région, nous avons multiplié les contacts directs avec les travailleurs pour échanger nos expériences et discuter de Ouest-Licenciements.*

«*Le support d'une information faite et transmise par les travailleurs eux-mêmes.*

«*Ce que nous ne voulons pas, c'est avoir un rôle de*

*journalistes. Nous ne rédigeons pas nous-mêmes les communiqués que les travailleurs nous envoient. C'est à eux de décider du contenu et de la forme des articles (...)*

\*\*\*\*\*

Aujourd'hui, alors que le tribunal de commerce de Caen a décidé de transformer le règlement judiciaire de Caron-Ozanne en liquidation de biens, et que, suite à cette décision, les syndicats sont venus pour convaincre les grévistes qu'ils n'avaient plus rien à attendre, et qu'ils étaient priés de quitter l'usine, ceux-ci ont décidé avec fermeté de poursuivre l'occupation et de continuer à se réunir en assemblée générale trois fois par semaine. Les syndicats ont également ordonné aux travailleurs de ne plus se servir d'encre, papier, machines, mais les grévistes sont décidés à continuer à mettre leur outil de travail au service des luttes. Mieux même, ils ont décidé que «*la parution de Ouest-Licenciements se poursuivra même si nous sommes évacués*». C'est la raison pour laquelle ils sont en train de structurer un réseau de diffusion de *Ouest-Licenciements* qui voici quelques mois était déjà distribué à plus de 6 000 exemplaires rien que sur la région...



## 8 MARS : PREPARONS LA JOURNEE INTERNATIONALE DES FEMMES

### II — LA CHINE EN CONSTRUCTION

- 1975
- No 3 — Réfutation du concept de la suprématie masculine.
    - L'histoire d'une milicienne populaire.
    - Des «sièges de bonheur».
    - A travail égal, salaire égal.
    - La conquête du ciel.
  - No 4 — Le budget de 2 familles ouvrières.
  - No 6 — Le mouvement des femmes, partie intégrante du mouvement révolutionnaire. Des faits sur les femmes chinoises. C'est la lutte révolutionnaire qui libère les femmes. Depuis la critique de Lin Piao et Confucius :
    - Réconciliation d'un ménage.
    - Ecouter qui a raison.
    - Une femme cadre Yao.
    - Une équipe d'ouvrières de Taking.
    - Toujours plus de cotonnades imprimées pour le peuple.
    - Pour un meilleur équipement de nos hôpitaux.
  - No 10 — Une jeune ouvrière compositrice.
  - No 11 — Jeune dirigeante d'une mine de fer.

### 1974

- No 1 — Comment j'ai pris le pinceau pour peindre la campagne, par Li Feng-lan.
- No 3 — Comment les femmes chinoises ont conquis l'égalité.
  - 3 générations de femmes.
- No 4 — Les mamans basketteuses.
- No 6 — Un groupe féminin de culture du coton.
- No 8 — La lettre d'une écolière et la révolution dans l'éducation.
- No 9 — Une Tibétaine médecin-aux-pieds-nus.
- No 10 — Un groupe de jeunes chanteuses musiciennes.

### 1973

- No 1 — La vie familiale d'une vendeuse.
- No 3 — Une secrétaire du Parti de district. La lutte pour l'émancipation de la femme.
- No 10 — Une fille de paysans devenue dirigeante syndicale.

### 1972

- No 3 — Situation de la femme en Chine.
- No 7 — Une ouvrière membre du Comité central du Parti.

### 1971

- No 3 — Les femmes donnent toute leur mesure.
- No 5 — Jeunes bâtisseuses de ponts.
- No 8 — Une femme chirurgien exemplaire.

### 1970

- No 11 — Une receveuse d'autobus exemplaire.

### III — LIVRES SUR LA FEMME EN CHINE OU ARTICLES DANS LES LIVRES

- Publications de l'A.A.F.C.
  - Aujourd'hui la Chine No 24 — 1974 : «Femmes de la Chine nouvelle».
  - Chine 1975 No 2 : «Femmes chinoises d'hier et d'aujourd'hui».
- La femme en Chine — Han Suyin (AAFC).
- Femmes en Chine — brochure publiée par Femmes en lutte de Lausanne et par Connaissance de la Chine.
- Femmes chinoises d'aujourd'hui (1973 — Ed. de Pékin).
- Quelques données sur la Chine — supplément à la Chine en construction — janvier 1974 — «La lutte pour l'émancipation de la femme».
- La Chine nouvelle a 25 ans (Ed. de Pékin — 1975) : «La place et le rôle des femmes dans la société d'aujourd'hui».
- La Chine en voie de développement — 1974 : «Les femmes chinoises marchent dans la voie du socialisme».

Adresser toute correspondance (soutien financier et articles) à : Hubert GRAMMARE — 25, rue du Père-Sanson — 14000 CAEN.

Vient de paraître :  
**ARRACHER LA CLASSE OUVRIERE AU REVISIONNISME**  
par Jacques JURQUET

Recueil de textes de 1965 à 1971 présentés par Camille Granot  
publié aux Editions du Centenaire

disponible sur commande à :  
— E.100 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris  
ainsi qu'aux librairies suivantes :  
— Les Herbes Sauvages 70 rue de Belleville 75020 Paris.  
— La Force du Livre 33 rue René-Leynaud 69001 Lyon.  
— Le Sel de la Terre 4 rue du Maréchal Foch 22000 St-Brieuc.  
au prix de 30 F.

TARIFS D'ABONNEMENTS	
Pli ouvert	
1 mois	32 F
3 mois	95 F
6 mois	190 F
Soutien	300 F
Pli fermé	
1 mois	60 F
3 mois	180 F
6 mois	360 F
Soutien	500 F
CCP : L'HUMANITÉ ROUGE No 3022672 La Source.	

QUAND VOUS  
AVEZ LU LE  
QUOTIDIEN  
NE LE JETEZ PAS !  
DONNEZ-LE  
OU AFFICHEZ-LE !



culturel

## La sortie du film «L'OLIVIER» aujourd'hui

### UN ACTE MILITANT ALLER VOIR «L'OLIVIER»

Réalisé par le «Groupe Cinéma Vincennes» (Ali Akika, Guy Chapouillie, Danielle Dubroux, Serge Le Peron, Jean Narboni, Dominique Villain), le film «L'Olivier» a été tourné entre 1973 et 1975 en Europe, au Liban, en Palestine occupée («Israël»). Ses réalisateurs déclarent eux-mêmes avoir tenté d'apporter des éléments d'éclaircissements sur le problème palestinien. Leur film a en effet le précieux mérite de présenter les témoignages :

- de Palestiniens sur leur propre histoire en tant que peuple, sur leurs luttes passées et présentes,

- de démocrates et progressistes occidentaux sur les transformations de leur approche du problème,

- de juifs européens et

israéliens contestataires sur la question du sionisme, de l'État d'Israël, des Palestiniens.

A l'horizon de ces points de vue, déclarent-ils eux-mêmes, une unique question : la question de la paix dans cette région. D'une paix qui ne soit pas fondée sur une base d'oppression : ni oppression des peuples arabes par l'impérialisme, ni oppression des Palestiniens par le sionisme, ni oppression des juifs par l'antisémitisme.

Le documentaire qui répond aux objectifs que s'était ainsi fixé le «Groupe Cinéma Vincennes» est une réussite. «L'Olivier» est en ce sens un film qui éduque, qui révèle, qui prend position, et par conséquent qui combat. C'est un film militant.

Certes les esprits pointilleux qui rêvent que tout soit toujours dit dans un seul discours, ou dans un seul article, et dans le cas précis, dans un seul film, pourront s'exercer à leur passe-temps favori : rechercher ce qui manque, supputer ce qu'il aurait fallu ajouter, etc. Mais ceux qui savent qu'il importe d'avalier un repas «bouchée par bouchée», comme l'enseigne Mao Tse-toung, comprendront facilement que «L'Olivier» ne prétend pas épuiser un sujet qui occupe l'avant-scène de l'Histoire du monde depuis trente années, et davantage.

Il s'agit d'abord d'établir aux yeux des spectateurs occidentaux une réalité qui leur est dissimulée systématiquement par les mass-média au service de l'idéologie, de la politique et de la propagande impérialistes, il s'agit d'établir le fait national palestinien. La Palestine



Jeune lionceau, membre de la milice d'un hôpital palestinien du Croissant rouge (photo du film).

fi au judaïsme. Les séquences au cours desquelles différentes personnes, se réclamant de leur origine juive, s'opposent explicitement au sionisme sont d'une portée considérable. Et cela, avant tout parce qu'elles sont hautement crédibles. Il ne s'agit pas ici de vulgaire propagande, mais de témoignages vivants qui se rattachent tous au passé récent si tragique vécu par les Juifs. Et quels accents de sincérité !

Comment ne pas comprendre et croire ce Juif hollandais, l'un des dirigeants de la seule grève organisée en Europe pendant l'occupation nazie contre les déportations de Juifs, décoré à ce titre, invité par les sionistes en «Israël», reçu et décoré par eux, qui raconte par quel lent processus il a pris conscience de l'imposture et des crimes du sionisme, jusqu'à renvoyer à Tel-Aviv ses décorations et diplômes en signe de désaccord et de protestation ? Et comment ne pas croire aussi ce jeune homme déclarant avoir été sioniste de 13 à 20 ans, mais devenu ensuite antisioniste quand il a pu exercer son esprit critique, sa réflexion propre sur tout ce qu'il voyait autour de lui ? Nous pensons que ce film, qui comporte nombre de passages qui combattent non seulement le racisme, mais aussi l'antisémitisme lui-même, soulèvera la fureur de tous les fascistes, colonialistes, racistes et autres réactionnaires que compte la capitale.

Aussi disons-nous qu'il importe d'assurer la sécurité de cette projection. Et la meilleure sécurité n'est-elle pas que lui soit assuré un plein succès à chaque séance ? Les salles remplies de spectateurs antiracistes et favorables à la juste cause du peuple palestinien constitueront une efficace dissuasion à l'encontre de toute tentative malintentionnée pour empêcher le passage de «L'Olivier» dans le circuit commercial public.

Voilà donc autant de raisons qui nous incitent à engager nos amis et camarades lecteurs à aller voir ce film : il s'agit d'un acte militant.

### Ce que déclare Marius Shatner

dans «L'Olivier»

Je suis antisioniste parce que j'ai été longtemps sioniste, quand j'étais plus jeune, disons de 13 à 20 ans, et c'est très important pour moi.

Qu'est-ce que ça voulait dire être sioniste ? C'était quelque chose de très différent de ce qu'est l'État. Ça se basait sur une interprétation de ma vie, c'est-à-dire, il y avait un problème juif (je ne veux pas dire par là qu'il n'y a pas de problème juif) mais tout était interprété de cette façon et il est évident... pour moi, c'était très simple : les juifs devaient aller en Israël et il y avait des gens pour les organiser.

La différence qu'il y avait entre ce sionisme et la réalité de l'État d'Israël fait penser que nous avons été, et moi-même j'ai été, l'objet d'un certain jeu, j'ai été joué, et c'est vrai, mais ce n'est pas aussi simple, parce que j'ai accepté en même temps d'être joué. Pourquoi je l'ai accepté ? Parce que j'étais, je voyais le sionisme comme une solution du problème juif, et je me définissais essentiellement comme juif.

Comment de cette position, je suis passé à une position antisioniste claire, d'abord en vivant ici. Même en France je me rendais compte qu'il y avait des actes, une oppression contre le peuple palestinien, mais entre se rendre compte de cela et en prendre conscien-

ce d'une façon précise, il y a un abîme. Par exemple, quand on pense que nous avons vu une forêt et c'est une forêt du Keren Kayemet, et cette forêt a été mise sur un village arabe et elle cache le village qui a été détruit, quand on dit cela, avec des mots, ça paraît moche, mais quand on le voit réellement, quand on voit la situation des Arabes en Israël, quand on voit ce qui a été, que les Arabes ont été chassés de ce pays, quand on voit que ce n'est pas une politique qui a commencé et qui s'est arrêtée, que c'est une politique qui continue (et pour moi ça a été une chose terrible après la Guerre des six jours que les Israéliens viennent avec des revendications sur Jérusalem, revendications mystico-religieuses, je n'aurais jamais imaginé avant qu'ils le fassent)... Ça, c'était le premier point.

Mais le second point, c'est que je suis antisioniste également parce que je suis juif, car pour moi c'est très important ce qui va arriver pour les gens qui sont ici : pour moi il est clair que non seulement ce qui se fait dans ce pays, c'est un crime contre le peuple palestinien mais c'est un crime qui se retourne contre les juifs, qui se retourne contre les Israéliens. Il n'y a aucune possibilité pour le peuple israélien de vivre dans ce pays s'il n'y a pas un changement radical entre les juifs et les Arabes.



Fedayin blessé au cours d'un affrontement avec les sionistes. (photo du film)

existe comme existait hier l'Algérie, même si aujourd'hui des imposteurs l'ont baptisée Israël comme hier d'autres faussaires avaient baptisé TROIS DÉPARTEMENTS FRANCAIS cette autre nation redevenue depuis lors indépendante. Le peuple palestinien, peuple arabe certes, a sa propre histoire spécifique, et sa patrie possède tous les caractères qui confèrent la qualité scientifique d'une nation. Mais c'est provisoirement une nation colonisée et le peuple palestinien est un peuple opprimé, en lutte pour sa libération nationale. Voilà ce qu'établit sans ambiguïté «L'Olivier».

Mais ce film a un autre mérite, particulièrement remarquable dans un pays comme le nôtre où une propagande bénéficiant des moyens les plus efficaces et les plus fallacieux diffuse sans cesse l'opinion mensongère que le sionisme s'identi-

### Un lecteur nous écrit

## MARCHAIS SUPERSTAR

Depuis quelques années, Marchais fait de gros efforts pour entrer dans le cercle des idoles politiques. Aujourd'hui à force de démagogie, d'opportunisme et de révisionnisme, Marchais a enfin fait son entrée dans le «Hit-parade» (sondage SOFRES).

Aussi est-il désormais sollicité par les animateurs d'émission en mal d'auditeurs. Marchais est un produit qui se vend bien (et qui rapporte), autant en profiter.

C'est ainsi qu'il était dernièrement l'invité de l'émission de Denise Fabre à Europe 1 (27 février entre 10 et 11 heures).

Grâce à cette émission il nous est une nouvelle fois possible de dénoncer le per-

sonnage réel de Marchais. Imaginez donc le secrétaire général du PCF répondre aux questions de ses «admirateurs» (y-aura-t-il bientôt un fan-club ?).

Sachez donc que Marchais passe ses vacances en Corse, qu'il aime les animaux, qu'il fait de la nage et qu'il a complètement cessé de fumer («à force de volonté»).

Sachez aussi qu'il a une préférence pour le poisson.

Sachez surtout qu'il est séduisant, élégant, qu'il est adulé !

Sachez enfin qu'il envoie ses photos dédiées à tous ceux qui le désirent !!!

Bref, la gloire !

Nous savions déjà qu'il était le pire des révisionnistes, nous savons maintenant

qu'il souffre d'un fort culte de la personnalité. Nous avons encore la preuve de son individualisme.

Combien de temps encore osera-t-il parler au nom de Marx et de Lénine, au nom des travailleurs ? Je crois que nombreux sont ceux qui pensent comme moi, et qui estiment qu'il faut, dès que l'occasion se présente (et elles sont nombreuses) dénoncer le véritable personnage de cet homme qui abuse encore beaucoup de nos camarades travailleurs.

Le jour est proche où Marchais et la clique de bourgeois de gauche sera abandonnée par la totalité des travailleurs quand ils auront compris à qui ils ont affaire. Un lecteur

A partir du 3 mars au Cinéma le Marais 20 rue du Temple Paris 4<sup>e</sup> (Mo Temple ou Hôtel de ville) Projection permanente de 14 à 24 heures.  
Débats après projection tous les mercredis et vendredis.

# L'Humanité Rouge

## L'expérience de la Révolution Culturelle en Chine

# LA PAROLE AU PEUPLE

Que se passe-t-il aujourd'hui en Chine ? Pour bien le comprendre il importe de se rappeler les grands enseignements de cet extraordinaire mouvement révolutionnaire qu'a été la Révolution culturelle.

Dès 1949, le président Mao Tsé-toung écrivait : «Après l'anéantissement des ennemis armés, il y aura encore les ennemis non armés ; ceux-ci ne manqueront pas de mener contre nous une lutte à mort. Si nous ne posons et ne comprenons pas maintenant le problème de cette façon, nous commettrons les pires erreurs».

A bien des reprises par la suite, il devait revenir sur ce problème de la continuation des luttes de classe en régime socialiste, développant ainsi les thèses de Marx et Lénine sur la dictature du prolétariat. Car la question : qui l'emportera définitivement, la voie socialiste ou la voie capitaliste ? est encore loin d'être définitivement résolue.

C'est ainsi que, petit à petit, bien cachée sous le manteau de phrases révolutionnaires, une ligne bourgeoise, révisionniste a gangrené le Parti com-

### LA CLASSE OUVRIERE DOIT TOUT DIRIGER

Anchan, grande ville chinoise de l'acier, fut libérée en 1948, totalement sabotée par les militaires japonais. L'acier fondu laissé dans les fours - tout était tellement détérioré que des dirigeants pessimistes disaient aux travailleurs : «Vous aurez beaucoup de mal pour remettre sur pied tout ça. Il vaut mieux cultiver le sorgho». Mais les ouvriers préférèrent écouter l'appel du président Mao : «Il faut produire. Il faut produire ce que nous n'avons pas et ce qui n'existe pas encore. Il faut oser agir. Toutes les choses se développent sans fin. Il faut participer à la grande transformation du monde. Toutes les difficultés techniques peuvent se résoudre dans la production.»

A l'usine de tubes d'acier sans soudure, les travailleurs furent d'emblée au premier front de la lutte au cours de la Révolution culturelle, pour s'opposer aux germes de restauration du capitalisme : première place donnée à la technique, aux techniciens, freins à la promotion ouvrière ; première place donnée à l'intérêt personnel, au stimulant matériel. Eux choisirent l'autre voie : la promotion ouvrière, sur tous les plans, la direction ouvrière et, sous cette direction, la lutte de classes, la lutte pour la production, la lutte pour l'expérimentation scientifique. Six ouvriers vétérans, un ouvrier ingénieur furent élus au Comité révolutionnaire. L'étude des œuvres du président Mao fut organisée collectivement afin de mieux résoudre les problèmes techniques qui se posaient et de mieux comprendre les problèmes de la Chine entière et du monde.

Grâce à la collaboration étroite de tous, grâce à la nomination de techniciens d'origine ouvrière, les inventions se multiplièrent à un rythme rapide. Ce que les experts tout seuls n'avaient pas fourni à l'État qui en avait un urgent besoin, un tube en alliage de haute qualité, fut fourni en très peu de temps par les ouvriers devenus libres d'expérimenter et de réaliser.

### DES CADRES A L'ÉCOLE DU PEUPLE

Au cours de la Révolution culturelle est apparu un problème d'importance fondamentale dans la société socialiste : les rapports des cadres du Parti et de l'État et des masses. Appliquer la ligne de masse, consulter les masses sur tout problème, se faire leurs modestes élèves, telle doit être l'attitude constante des cadres. Sous l'influence de la ligne bourgeoise, beaucoup d'entre eux l'avaient perdu de vue. Voici l'autocritique d'un cadre à ce sujet :

«Le mouvement se développant, j'ai été plusieurs fois critiqué par les masses. Au début je répondais aux questions avec beaucoup de mauvaise volonté. J'évadais le fond des problèmes, je n'osais aller "au

plus profond de moi-même", mais plus j'étais en contact avec des révolutionnaires prolétariens, plus j'apprenais. C'est ainsi que, petit à petit, j'ai commencé à voir clair, à comprendre que mes erreurs venaient précisément du fait qu'ayant peur des masses, je m'étais éloigné d'elles...»

«Chacun de nos cadres, dit Mao Tsé-toung, quelle que soit sa fonction, est un serviteur du peuple.» Et j'ai, sous le feu de la critique des masses, réappris les enseignements du président Mao. Ils m'étaient, pensais-je, familiers, et pourtant, comme je m'en étais écarté ! J'étais bourrelé de regrets.

muniste et les organes de l'État chinois sous la direction de Liou Chao-chi et aussi de Lin Piao.

Seule une large mobilisation des masses populaires ayant toute latitude pour critiquer tout dirigeant, tout cadre, tout membre du parti, pouvait permettre au prolétariat chinois de reprendre et d'affermir son pouvoir. C'est ce à quoi a travaillé le président Mao. La Révolution culturelle a ainsi remporté de grandes victoires. Elle a aussi fait date dans l'histoire du mouvement communiste international par ses précieux enseignements. Elle a aussi trempé la classe ouvrière et le peuple chinois en les aguerrissant pour de nouveaux combats, tels ceux qui se développent aujourd'hui.

Car ainsi que l'a déclaré le Président Mao : «Nous avons déjà remporté de grandes victoires. Mais la classe vaincue se débattrait encore. Ces gens sont toujours là et cette classe aussi. C'est pourquoi nous ne pouvons pas parler de victoire finale même pour les prochaines décennies. Il ne faut pas relâcher notre vigilance.»

aucun droit de vous critiquer. Un rien nous valait des réprimandes, qui donc aurait encore osé parler ?

«...Je ne comprenais pas leur ardente volonté de réaliser la révolution socialiste. J'en étais arrivé, au cours du travail quotidien, à n'aimer entendre dire que les choses positives, me refusant à prêter l'oreille à ce qui n'allait pas. Me faisait-on part d'opinions négatives que j'en éprouvais du ressentiment, surtout si elles touchaient quelque point sensible et je trouvais toujours un bon prétexte pour couper court à ce genre de critique.

«A l'institut j'étais très appliquée, je me rendais compte que je devais tout cela au Parti. Mais dans l'enseignement, il y avait beaucoup de choses fausses. Nos ouvriers, nos paysans, nos soldats se battaient, mais qu'est-ce qu'on nous enseignait ? Les pièces des années 30, le théâtre classique occidental. On parlait de la mort, de l'amour, du romantisme. En quoi cela pouvait-il aider les travailleurs dans leurs luttes ? Nous ne faisons rien pour les aider. Nous étions coupés d'eux. Nous ne servions pas le peuple comme le président Mao nous l'avait demandé... notre art ne reflétait ni notre époque, ni notre lutte. Nous empoisonnions le public... C'était la préparation idéologique à un retour vers le capitalisme.

«Il y a plusieurs années que nous avons commencé à lutter contre la ligne erronée. J'étais membre du Parti. Il me fallait suivre les enseignements du président Mao. Il nous enseigne qu'il faut toujours se poser la question du pourquoi. Je comprenais que quelque chose n'allait pas, que l'atmosphère n'était plus ce qu'elle était. Et je faisais des critiques, on me considérait comme indisciplinée. Quand la Révolution culturelle a commencé, j'ai été heureuse. Le 8 avril 1966 il y a eu dans le quotidien Jiefang Ribao, un éditorial intitulé "Dans les milieux artistiques et littéraires on n'a pas appliqué la pensée du président Mao". Cela correspondait exactement à ce que je pensais. Alors avec quelques camarades qui avaient le même point de vue que moi, on a commencé à se révolter. J'ai commencé à écrire un premier dazibao.

«Après cela, les responsables engagés dans la voie capitaliste ont incité les masses à se dresser contre nous. Nous étions des contre-révolutionnaires et il fallait me condamner. J'ai eu droit à toutes sortes d'étiquettes : "débile mentale, idiote, déchet de la société"... tous les moyens étaient bons. En une seule fois 130 000 tracts ont été distribués...

«J'ai été soumise à des pressions énormes et, en quelques mois, j'ai vieilli de 10 ans et je continuais à me poser des questions : étais-je allée contre l'intérêt du parti ? Avais-je fait tort au parti ? J'étais angoissée. J'ai recommencé à analyser toute ma conduite, j'ai étudié les œuvres du président Mao. Et je suis arrivée à la conclusion que je devais continuer à lutter...

«Mon histoire n'a pas de valeur en tant qu'histoire personnelle. Ce qui compte, c'est l'histoire de la Révolution. C'est la lutte de classe, la lutte entre deux voies. Ces responsables engagés dans la voie capitaliste m'ont choisie pour cible, pour essayer d'étouffer la Révolution, pour protéger leurs intérêts.»



Les «Dazibao» (journaux muraux) : un moyen efficace d'expression et de critique des masses populaires (Photo Agence Chine nouvelle).

«Pour les masses, je n'étais plus un serviteur du peuple, mais un grand seigneur. Au cours des séances de critiques, que de fois ne m'a-t-on pas dit :

«"Sans la Révolution culturelle, nous n'aurions pu vous voir, vous les grands seigneurs ! Quand on voulait vous parler, il fallait courir, s'y reprendre huit, dix fois, et vous ne daigniez même pas nous recevoir. Depuis de longues années, vous n'alliez plus parmi les masses, et si, par hasard, cela vous arrivait, vous débarquiez de votre voiture pour aller trouver le secrétaire ou le directeur. Peut-on dire que vous vous préoccupez des masses ? Rester assis dans un bureau, sans jamais faire d'enquêtes, de recherches, sans jamais aller discuter des problèmes avec les masses, c'est tout ce que vous saviez faire. Mais vous seuls aviez le droit de critiquer les inférieurs, les masses, elles, n'avaient

«Les masses avaient donc de nombreuses critiques à me faire. De ce fait, l'explosion de la Révolution culturelle fut pour moi une grande leçon et aussi un sauvetage...»

### OSER SE RÉVOLTER CONTRE CE QUI EST RÉACTIONNAIRE

Déjà, en Chine, au moment de la Révolution culturelle, il n'y avait plus ni patrons, ni propriétaires fonciers, ni propriété privée. Mais beaucoup des postes-clé de la culture, de l'enseignement, du journalisme, et certains dans l'industrie, étaient aux mains de couches de la population qui avaient pu se payer le luxe d'une éducation sous l'ancien régime. Si tous ces domaines ne sont pas occupés par l'idéologie prolétarienne, la bourgeoisie les utilise immédiatement à ses propres fins. La Révolution culturelle a balayé bien des choses révolues dans le domaine de la culture et de l'art, en témoigne le récit de l'actrice Liu Gui-quin :